

La contestation gagne du terrain contre le libre-échange

La société civile européenne craint le nivellement par le bas des normes du Vieux Continent

Certains retiendront l'image d'un village gaulois au cœur d'un monde globalisé: 3,6 millions de Wallons tiennent entre leurs mains le sort d'une négociation commerciale qui concerne plus de 535 millions de citoyens européens et canadiens. Mais, alors que la Belgique a confirmé, lundi 24 octobre, ne pas pouvoir signer l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada, le CETA, cette «tragi-comédie (...) vient confirmer une tendance de fond, de plus en plus hostile aux échanges internationaux», estime, dans un billet d'humeur, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman.

En panne, le libre-échange? Mis en péril par la valse-hésitation de la Wallonie après sept ans de négociations entre Bruxelles et Ottawa, le CETA n'est pas le seul accord mal engagé. La menace d'un échec plane aussi sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'UE et les Etats-Unis, le TTIP. Même interrogation pour le Partenariat transpacifique (TPP), qui réunit les pays de la région Pacifique, de l'Asie du Sud-Est aux Etats-Unis: déjà signé, celui-ci risque pourtant d'achopper sur le refus exprimé par les deux candidats à la Maison Blanche, la démocrate Hillary Clinton et le républicain Donald Trump.

Pendant un quart de siècle, le formidable essor des échanges a été soutenu par une ribambelle

de traités commerciaux, de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain) à Maastricht. Pourquoi la dynamique s'essouffle-t-elle? «Les avantages de la mondialisation, dont nous pensions autrefois qu'ils bénéficieraient à tous, (...) semblent se concentrer sur un petit nombre d'élus, la classe moyenne craint des destructions d'emplois, et les PME ne paraissent pas profiter de marchés plus grands mais aussi plus complexes», énumère Ludovic Subran, l'économiste en chef de l'assureur-crédit Euler Hermes, dans un bulletin sur le commerce mondial publié mardi 25 octobre.

Abandon de souveraineté

«Après huit ans de crise, il y a un sentiment que la mondialisation s'est faite de façon désordonnée et qu'on ne contrôle plus rien, renchérit l'économiste Véronique Riches-Flores. Le résultat, c'est la tentation d'un repli sur soi et le Brexit [la sortie du Royaume-Uni de l'UE] en est une formidable leçon.»

Aux Etats-Unis, le débat sur le protectionnisme s'est ranimé à la faveur de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle du 8 novembre. Nourrie par la stagnation des salaires, le déficit commercial avec la Chine et l'explosion des inégalités, l'angoisse face à la mondialisation est exploitée au maximum par Donald Trump: le milliardaire promet une guerre commerciale avec la Chine et l'imposition de reprécipitations douanières contre le Mexique.

En Europe, la contestation s'est déplacée sur un autre terrain. «Sur le CETA et le TTIP, les critiques n'émanent pas seulement des opposants traditionnels au libre-échange», analyse André Sapir, membre du think tank économique bruxellois Bruegel. Au cœur de la bataille: non pas la sauvegarde de l'industrie mais la défense des normes et, derrière elles, d'un certain mode de vie. En faisant sauter certaines barrières non tarifaires, ces traités supposent un alignement avec des réglementations en vigueur outre-Atlantique.

La société civile européenne s'inquiète d'un abandon de souveraineté. Et redoute un nivellement par le bas des normes environnementales, sociales ou sanitaires du Vieux Continent. «Ils ne veulent pas de nos fromages au lait cru, on ne veut pas de leur bœuf aux hormones», résume Nathalie Coutinet, membre du collectif Les Economistes atterrés et professeure d'économie à l'université Paris-XIII. Ce genre d'accord n'est vraiment pas la priorité en Europe en ce moment. On nous parle de gains de croissance, mais ceux-là profiteraient essentiellement aux firmes.»

Le reproche d'un pouvoir démesuré accordé aux multinationales sert d'ailleurs de cri de ralliement aux détracteurs de ces traités. En cause, le volet très sensible de la protection des investissements. Un mécanisme permet à une grande entreprise qui investit

dans un pays étranger de porter plainte contre un Etat qui adopterait une politique publique contraire à ses intérêts. C'est à la faveur d'un tel dispositif que le cigarettier Philip Morris a intenté, fin 2011, une action en arbitrage contre l'Australie, après l'adoption d'une loi obligeant l'emballage neutre des paquets de cigarettes. Le recours a échoué, mais l'exemple continue à servir d'épouvantail.

Les atermoiements autour du CETA posent la question de l'avenir. La Commission ne mène pas moins d'une vingtaine d'autres négociations commerciales en parallèle, du Vietnam à l'Equateur, en passant par la Tunisie. Que se passera-t-il si l'Europe échoue à s'entendre avec le Canada, une économie aux caractéristiques pourtant proches? «Le risque», estime Sébastien Jean, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, «c'est un coup d'arrêt de toutes les négociations en cours et une paralysie de la politique commerciale européenne.» ■

MARIE DE VERGÈS

«Ils ne veulent pas de nos fromages au lait cru, on ne veut pas de leur bœuf aux hormones»

NATHALIE COUTINET
membre du collectif
Les Economistes atterrés

Le refus wallon fragilise d'autres négociations

LE PREMIER MINISTRE BELGE, Charles Michel, favorable à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada, a dû l'annoncer, lundi 24 octobre : son pays n'est « *pas en état de signer* » l'accord économique et commercial global (Comprehensive Economic and Trade Agreement, CETA), en raison de l'opposition du gouvernement et du Parlement de la Wallonie, appuyée par la région de Bruxelles. Ces derniers jugent toujours insuffisantes les garanties fournies, ces derniers jours, par la Commission européenne et Ottawa.

« *On nous a demandé de donner une réponse claire. La réponse claire, à ce stade, est non* », a indiqué M. Michel. Il l'a communiquée au président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, qui avait fixé un ultimatum à la Belgique.

Lundi soir, pourtant, M. Tusk et les dirigeants européens refusaient officiellement de renoncer à la signature d'un accord dont l'échec représenterait un énorme camouflet pour les institutions communautaires. Le président du Conseil européen tweetait, en fin d'après-midi, que le sommet UE-Canada prévu pour le 27 octobre était, selon lui, « *toujours possible* ».

Le président du Parlement de Strasbourg, l'Allemand Martin Schulz, maintient ses contacts avec Paul Magnette, le ministre-président de la Wallonie. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, s'est entretenu avec la chancelière allemande, Angela Merkel, et paraît vouloir donner du temps aux responsables wallons. La Commission ressort affaiblie de cet épisode calamiteux.

Les négociations entre Ottawa et l'UE s'étant achevées fin septembre 2014, les Etats membres de l'UE et leurs Parlements peuvent théoriquement se saisir du traité pour le ratifier quand ils le veulent. Mais, à Bruxelles, tout le monde est conscient que le « *moment* » n'est plus du tout favorable. La Wallonie a agrégé une opposition grandissante des opinions publiques au principe même des accords de libre-échange.

Or la Commission est censée continuer à négocier le TTIP (ou Tafta), le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, avec les Etats-Unis. Un 16^e round de négocia-

tions a été évoqué, fin septembre, par la commissaire au commerce, la Suédoise Cecilia Malmström. Les Américains en auront-ils envie, après le blocage sur le CETA, considéré comme le « petit frère » du TTIP ?

Bruxelles discute aussi, depuis trois ans, avec le Japon pour établir un accord de libre-échange similaire et espérait pouvoir le conclure en 2017, tout comme elle comptait sur la ratification, également l'an prochain, de l'accord UE-Vietnam.

« Renverser l'image pas terrible qu'on a offerte »
Ces pays seront-ils prêts à s'engager plus avant dans des processus jugés aussi aléatoires ? Sur-tout si les anti-CETA et anti-TTIP, qui, pour l'instant, ne s'intéressent pas à ces accords, commencent à les éplucher ?

Du côté du Conseil, les pressions renouvelées de M. Tusk traduisent-elles une vraie conviction que le CETA peut être sauvé ou une volonté de masquer un échec collectif ? Personne, en fait, ne semblait croire à la tenue, jeudi 27 octobre, d'un sommet avec le Canada. « *Mais on tente de renverser l'image pas terrible qu'on a offerte, en essayant de signer quand même l'accord dans les jours qui viennent* », explique une source diplomatique.

Il faudrait, pour cela, vaincre les réticences du gouvernement et du Parlement wallons, qui exigent une révision en profondeur du projet. Notamment sur les mécanismes d'arbitrage, en cas de conflit entre un Etat et une multinationale, ou sur la protection des investissements.

Le ministre-président flamand, Geert Bourgeois, a jugé, lundi, que le refus wallon d'approuver le CETA était une « *honte* ». M. Michel a, lui, dénoncé la « *politique de la chaise vide* » qu'aurait pratiquée la Wallonie durant le week-end, alors qu'il cherchait une solution. Lundi, les ministres wallons lui ont reproché de s'être comporté comme « *un notaire* », qui aurait refusé d'écouter leurs arguments. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(STRASBOURG, ENVOYÉE SPÉCIALE)
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)